

DIGITHÈQUE

Université libre de Bruxelles

LAURENT Henri, « Le problème des origines de la guerre (de 1914-1918) », in *Revue de l'Université de Bruxelles*, quarante-deuxième année, 1937, pp. 134-159.

Cette œuvre littéraire appartient au domaine public.

Elle a été numérisée par les Archives & Bibliothèques de l'Université libre de Bruxelles.

Les règles d'utilisation des copies numériques des oeuvres sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés par les Archives & Bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site <http://digitheque.ulb.ac.be/>

Accessible à :

http://digistore.bib.ulb.ac.be/2011/DL2503255_1937_042_pp134-159_f.pdf

Le problème des Origines de la Guerre ^(*)

par Henri LAURENT,

Chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles.

Ce grand débat historique est de ceux que les historiens ne peuvent trancher en toute impartialité. Sans parler ici de l'immensité des dossiers, pourtant encore incomplets au moment où nous écrivons (le dossier français est en voie de publication et le serbe demeure inconnu des historiens), il vaut mieux avouer que les historiens sont encore « engagés » trop profondément dans les complexes de passions nationales : celles-ci n'ont cessé d'intervenir dans l'enquête historique pour l'utiliser à des fins politiques immédiates. Sous l'historien des origines de la guerre, perce toujours le Français ou l'Allemand. Il en est encore de même, à un degré moindre, de la plupart des problèmes soulevés par l'historiographie de la Révolution française : qui ne devine, sous tel auteur contemporain traitant du voyage de Varennes ou des massacres de septembre 92, le partisan, radical ou ligueur, héritier des Jacobins ou des émigrés ?

(*) Cet article, inspiré par la lecture de l'ouvrage de J. ISAAC, *Un Débat historique : 1914* (Paris, Rieder, 1933, 8°), n'est pas tout à fait inédit, ayant d'abord paru en cinq fragments dans l'hebdomadaire *Combat*. Quelques amis l'ont jugé digne d'une nouvelle publication, sans doute avec trop d'indulgence; du moins, on conviendra que les conjonctures présentes lui confèrent un intérêt d'actualité. D'autre part, la rédaction hâtive inhérente au genre, le morcellement en feuillets, d'un récit où l'élément de continuité a plus d'importance que d'ordinaire, avaient certes nui à cette première version. C'est la raison principale qui nous a déterminé à donner celle-ci. Nous n'avons pas manqué à y introduire diverses corrections de forme et à en modifier la présentation. Rappelons encore que M. Isaac est le professeur et érudit qui a accepté de préparer les éditions successives de l'admirable *Cours d'Histoire à l'usage des lycées français*, d'Albert MALET, tué à l'ennemi en 1915. Son livre 1914 répond à une obligation de conscience. L'auteur a confessé, avec une franchise qui l'honore, les défaillances, pourtant bien compréhensibles, qui entachent le premier expose qu'il donna des origines de la guerre, au lendemain de son retour des armées. C'est ce « livre de bonne foy » qu'il nous a paru utile d'analyser et parfois de commenter avec une liberté dont nous devrions peut-être nous excuser.

Il est remarquable que, pour l'un et l'autre de ces problèmes, les historiens américains (1), se trouvant dans de meilleures conditions, dans un « climat » de plus grande objectivité, ont abordé, avec hardiesse et prudence à la fois, l'étude de ces faits brûlants, sans la préoccupation d'infirmier ou de confirmer telle thèse.

Les deux ouvrages de S. B. Fay (*The origins of the World War*, 1928) et de Bernadotte E. Schmitt (*The Coming of the War 1914*, 1930) auront été les premiers depuis la paix à nous fournir de ce vaste sujet des synthèses sans tendances.

A mesure que le temps coule, des savants français ont abordé le problème d'un esprit plus libre que leurs prédécesseurs : le volume écrit par Renouvin sur *La Grande Guerre* (Collection *Peuples et civilisations*), et plus encore, celui de Jules Isaac (*Un débat historique. 1914. Le problème des origines de la guerre*, 1933) que nous allons suivre ici, témoignent d'un grand effort d'objectivité, d'une volonté constante de repousser toute transaction avec la vérité.

Une dernière remarque préliminaire : le savant et l'homme honnête, qui cherchent à s'éclairer, doivent négliger, aussi bien que les *manuels* et *précis* d'historiens qui n'ont pas encore démobilisé, les ouvrages qui furent les premiers, en France et dans le monde anglo-saxon, à dénoncer les responsabilités de la France et de la Russie. Ces ouvrages ont, au moment de leur publication, joué un rôle nécessaire et pour ainsi dire de salubrité; ils ont créé, dans le mur de la thèse officielle de la responsabilité unilatérale des Puissances centrales, la brèche par où la vérité historique a fait irruption. Il faut rendre un profond hommage à M. Demartial, frappé par une Commission d'enquête de la Légion d'Honneur, pour avoir, en 1927, écrit la vérité dans une revue américaine. Mais ces ouvrages n'en demeurent pas moins insuffisants, du point de vue des exigences de la critique historique. Certains d'entre eux sont passionnés à rebours. (2)

(1) Nous pensons en ce qui concerne l'historiographie américaine de la Révolution française, aux travaux du groupe travaillant à l'Université de Chicago autour du professeur Gottschalk, disciple d'Albert Mathiez.

(2) Par ex., celui de BARNES, (*The Genesis of the World War*, 1926) qui avait, du travail de l'historien, une conception « dynamique » tout-à-fait discutable, sur laquelle j'ai recueilli en 1933 quelques éclaircissements, au Collège universitaire Smith, à Northampton, Mass., U.S.A., où il avait enseigné. Selon

Ces remarques doivent d'autant plus retenir l'attention, que la franche explication scientifique que désirait un Demartial et que désirent aujourd'hui tous les historiens de bonne foi, parce qu'elle devrait servir indirectement la cause du rapprochement des peuples et par là, celle de la paix, cette franche explication est devenue impossible depuis quelques années. En effet, des deux historiens en présence, le français et l'allemand, l'un accède peu à peu à l'objectivité et à la sérénité; l'autre, s'il écrit encore, doit obéir aux mots d'ordre de l'Office de Propagande, il n'observe donc plus les règles du jeu; tous les gages d'impartialité que lui donne le partenaire, il s'apprête à en faire profiter, non la cause du rapprochement et de la paix, mais la cause du nationalisme allemand dans ses revendications les plus immédiates et les plus basses. Ce n'est certes pas ce que nous voulons.

I. LES CAUSES PROFONDES, AVANT SARAJEVO. (1)

Causes économiques? Certes. Pourtant, tous ceux qui ont étudié le dossier s'accordent pour reconnaître que leur rôle *direct* fut faible. Les antagonismes impérialistes s'expriment plutôt par des motifs nationalistes. Et l'on ne peut affirmer que ce soient des rivalités économiques qui, pas plus qu'aujourd'hui, ont rendu la guerre inévitable. En 1914 comme en 1936, ce sont les nationalismes, ou plus exactement les divergences fondamentales dans les conceptions de la nationalité, qui ont créé l'atmosphère propice à la guerre. D'une part, nationalisme à base d'érudition, de théories racistes dans la conception, de violence dans l'exécution; de l'autre, nationalisme à base de libre consentement, de dignité de la personnalité

lui, puisqu'il y avait une thèse officielle, qui faisait de véritables ravages dans le monde académique, il fallait user systématiquement et sans objectivité, de tous les arguments opposés, jusqu'au moment où la thèse officielle serait ébranlée. Après quoi, on passe à un autre exercice : l'essentiel est fait. C'est parfait. Mais alors, M. Barnes doit admettre que la valeur objective de son ouvrage, quelques années après sa publication, soit réduite à zéro.

(1) Il n'était pas dans le propos de M. Isaac d'étudier celles-ci en détail comme l'a fait, par exemple, M. Fay (dont un volume sur deux est consacré à l'histoire diplomatique de l'Europe de 1873 jusqu'à Sarajevo). L'étude des causes profondes n'occupe dans le livre d'Isaac que 50 pages sur 220.

humaine. La différence entre 1914 et 1936 est qu'aujourd'hui, le nationalisme première manière est porté à une température inconnue jusqu'ici.

Les causes démographiques sont étroitement liées aux causes économiques. Aux yeux des masses, elles en apparaissent comme la plus tangible des manifestations. « Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande viendront facilement à bout du fils unique de la famille française ». (écrit par un Suisse en 1886). Ici encore, parallélisme avec l'Europe de 1936, avec « le peuple allemand sans espace », avec « la nation prolétaire italienne » (prolétaire et prolifique ont la même racine).

Tous les historiens conviennent (le plan de leurs livres l'atteste) que la plus apparente des causes profondes de la guerre réside dans le système des alliances, l'opposition des deux blocs : Triple-Alliance et Triple-Entente (1). Comment se répartissent les responsabilités décisives dans la formation et l'évolution de ces deux blocs ?

En raccourci, on peut dire que le rapprochement anglo-français de 1905 est dû au moins autant qu'à l'initiative de la France, à celle de l'Angleterre, inquiétée, comme aujourd'hui, par la rapide ascension de l'Allemagne et par la brutalité de sa diplomatie. Devant ce rapprochement, naît et se développe en Allemagne la psychose de l'encerclement — comme aujourd'hui.

1909. La crise bosniaque atteint son maximum. C'est l'occasion pour les états-majors allemands et autrichiens de transformer le pacte de 1879, à l'origine purement défensif (le mot de Bismarck : *Les affaires d'Orient ne valent pas les os d'un seul de nos grenadiers*), en un redoutable instrument offensif, en vertu duquel l'Allemagne s'engage à soutenir l'Autriche contre la Serbie, même au risque d'une guerre avec la Russie.

(1) Les hommes d'Etat, les hommes de notre temps qui repoussent l'idée de l'inéluctable formation de deux blocs de Puissances en Europe, sont évidemment inspirés par la crainte de voir se renouveler le précédent de 1914. Il y a pourtant une variante importante d'une situation historique à l'autre : la ligne de séparation entre les deux blocs qui s'affrontaient n'était pas déterminée comme aujourd'hui par une opposition fondamentale dans les idéologies, puisque la Russie tzariste était l'alliée de la République française.

Le terrible « blanc-seing » donné par l'Allemagne à l'Autriche, le 6 juillet 1914, est en germe dans la correspondance Moltke-Conrad (1) de 1909.

1912. Parallèlement, pendant la guerre des Balkans (coïncidant avec l'arrivée de Poincaré au pouvoir), l'alliance franco-russe change d'esprit : la France s'engage à remplir ses obligations d'alliée au cas où la Russie, après avoir reçu son approbation, prendrait une attitude qui conduirait à la guerre avec l'Autriche, par conséquent avec l'Allemagne. Les succès des coalisés balkaniques, commandés et équipés à la française, sur les Turcs, commandés et équipés à l'allemande, exaltent dangereusement la fraction nationaliste de l'opinion publique française.

Dès lors, les Balkans et surtout la question bosniaque, deviennent le point névralgique de l'Europe. La politique de conservation de l'Autriche, comme la politique serbe de revendications nationales, également légitimes, s'enhardissent. Fort de l'appui du grand allié (ici l'Allemagne; là, la Russie, forte elle-même des engagements français), on rêve, côté autrichien, du conflit austro-serbe localisé, de *l'Abrechnung*, du règlement de comptes avec le taon planté aux flancs du vieil Empire; côté serbe, du conflit généralisé, qui fournira l'occasion d'achever l'unité yougo-slave. Les hommes d'Etat autrichiens et russes, Berchtold et Sazonof, subissent la pression continue des clans militaires (Conrad; les grands-ducs). Le conflit s'élargit : les Balkans deviennent le lieu de l'antagonisme séculaire entre le germanisme et le slavisme. Les projets allemands du *Bagdad-Bahn* et la mainmise sur l'armée turque sont la réplique aux visées russes sur les Détroits.

Voilà comment l'Europe est devenue mûre pour la guerre.

« *Aucun gouvernement ne voulait de propos délibéré la guerre européenne. Mais l'obsession de la guerre les hantait tous, à l'exception peut-être du gouvernement britannique.*

D'une part, les malentendus et la méfiance étaient au plus haut point : chaque groupe attribuait à l'autre des projets d'agression et agissait en conséquence; chacun se jugeait en état

(1) Moltke II (le neveu du grand Moltke), chef d'état-major général allemand jusqu'à 1914. Conrad von Hötendorf, chef d'état-major général autrichien jusqu'à 1916.

de légitime défense et travaillait hâtivement à compléter son outillage de guerre. D'autre part, chaque groupe avait tendance à se croire le plus fort; par suite, chacun acceptait le risque de guerre, était décidé à ne pas reculer devant l'autre.

De ces Gouvernements, le plus impatient d'agir, au bord de l'abîme qu'il avait creusé de ses propres mains, était l'autrichien. Celui qu'assaillaient les tentations les plus troubles, que servaient les agents les moins scrupuleux, le plus convoiteux, le plus vacillant, était le russe. Le plus anxieux de l'avenir, mais le plus confiant en sa force présente, le plus enclin à user de la force, était l'allemand. Le mieux préparé et le mieux servi diplomatiquement, moralement aussi le plus prêt, le plus en garde, le plus résolu, était le français, étant le seul que guidât une main forte. » (Isaac, op. cit., p. 56-57).

Nous tenons à présent les clefs des causes immédiates de la guerre, à partir de l'attentat de Sarajevo.

II. LES CAUSES IMMEDIATES.

DE L'ATTENTAT DE SARAJEVO A L'ULTIMATUM AUTRICHIEN.

Avec l'attentat de Sarajevo, nous entrons dans la période des causes immédiates de la guerre (28 juin-4 août 1914). Il convient néanmoins d'y distinguer deux phases : avant et après la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie (23 juillet). Pendant la première, tandis que les diplomaties autrichienne et allemande préparent en secret le texte fatal, la crise chemine souterrainement, l'opinion européenne à la veille des vacances d'été, demeure inconsciente du danger.

On ne sait pas encore tout, mais on sait à présent beaucoup sur la genèse de l'assassinat de l'Archiduc Franz-Ferdinand et de sa femme, cette « ténébreuse affaire ». (1) Il est désormais acquis que les assassins avaient été armés et guidés par le colonel Dimitrievitch, chef du bureau des renseignements de l'Etat-Major général serbe et animateur de la société secrète yougoslave la « Main noire »; organisateur de l'assassinat du dernier roi Obrenovitch et de sa femme en 1903.

(1) Tout comme il faudra attendre longtemps avant d'avoir tous les éclaircissements souhaitables sur l'attentat de Marseille de septembre 1934, retournement hallucinant, digne de la tragédie antique, de l'attentat de Sarajevo.

Les complicités remontaient-elles plus haut, jusqu'au gouvernement serbe ? La condamnation à mort de Dimitrievitch par un tribunal militaire serbe à Salonique en 1917, le silence tenace des divers gouvernements de Belgrade qui, jusqu'à nos jours, ont soigneusement tenu sous le boisseau les documents serbes de 1914 : autant de faits qui donnent à penser. Néanmoins, la complicité directe du gouvernement serbe demeure peu probable (1). Et en tout cas, l'enquête menée après l'attentat démontra à Vienne qu'il était impossible d'en fournir la preuve (rapport Wiesner, 13 juillet). Et c'est cela qui importe du point de vue des responsabilités : l'historien doit tenir compte exclusivement de ce que Vienne a su *en juillet 1914*, pour juger sur quelle base a été conçu le plan d'action brutale : ultimatum et expédition punitive.

En effet, quelques jours après Sarajevo, le comte Berchtold, ministre autrichien des Affaires étrangères, s'informe à Berlin par une mission personnelle de son chef de cabinet, jusqu'à quel point l'Autriche peut compter sur l'Allemagne. Guillaume II et après lui, le Chancelier Bethmann-Hollweg et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Zimmermann, non sans s'être entretenus avec les ministres et les chefs d'Etat-major de l'armée et de la marine, donnent les 5 et 6 juillet à Berchtold l'assurance que l'Autriche, *quelque décision qu'elle prenne* à l'égard de la Serbie, pourra compter sur l'appui de l'Allemagne. C'est la fameuse « carte blanche », d'où va sortir tout le reste. Dans la chaîne des responsabilités directes des gouvernements qui créèrent délibérément le risque de guerre, c'est la première, la plus grave, celle qui commande toutes les autres. Tous les historiens sont d'accord sur ce point ; les plus favorables à l'Allemagne en sont réduits à plaider l'inconscience, la niaiserie des chefs responsables de la politique allemande.

Sur la base de la promesse allemande, Berchtold agit avec résolution. Deux Conseils des Ministres délibèrent à Vienne les 7 et 19 juillet. Nous en avons les procès-verbaux. On y rédige

(1) Il fit même avertir officieusement le gouvernement de Vienne, des risques que courait l'Archiduc en faisant son entrée à Sarajevo, capitale de la Bosnie « irredenta » le jour du « Vidov Dan », fête nationale serbe. Par suite d'une cascade de hasards, qui furent exclusivement le fait de fonctionnaires autrichiens, cet avertissement n'eut aucune suite.

l'ultimatum. Les exigences en sont formulées dans l'espoir non dissimulé que la Serbie devra les repousser et que la guerre s'ensuivra. Les buts de guerre y sont nettement exprimés : écraser la Serbie, rogner ses frontières, la placer dans la dépendance de l'Autriche-Hongrie par la déposition de la dynastie, par des conventions militaires, etc... Certes, à Vienne comme à Potsdam, on a nourri le ferme espoir que le conflit pourrait être « localisé », mais moins par souci de préserver la paix européenne que de s'assurer le maximum de facilités et de chances (nous reviendrons plus bas sur cette thèse cynique de la localisation du conflit) (1). Et il reste acquis que dans ces premières étapes vers l'abîme, les risques de guerre générale ont été envisagés et délibérément acceptés. La responsabilité de l'Autriche est indiscutable. Celle de l'Allemagne, informée en gros du contenu de l'ultimatum le 11 juillet, de son texte exact le 22, ne l'est pas moins : son attitude pendant cette phase, n'a pas varié par rapport aux 5-6 juillet; elle n'a cessé de pousser l'Autriche à agir et à agir vite.

Un dernier trait met le sceau à la « manière » diplomatique de l'Autriche. Dès le 14 juillet, Berchtold décida d'ajourner au 23 à 18 heures, la remise de l'ultimatum à Belgrade, afin que la nouvelle n'en parvint pas à Pétrograd avant le départ de Poincaré, Président de la République, et de Viviani, Président du Conseil des Ministres français, dont la visite au Tzar prenait fin ce jour-là. Berchtold escomptait que, au reçu de la nouvelle de l'ultimatum, le Tzar et son Ministre des Affaires étrangères n'étant plus soumis à l'influence de Poincaré, les chances de localisation du conflit seraient augmentées, et en tout cas la possibilité pour les deux alliés de se concerter directement serait supprimée (2)

A Pétrograd, la visite de Poincaré et de Viviani, du 20 au 23 juillet, avait singulièrement exalté le parti de la guerre à la Cour de Russie, sans que les deux hommes d'Etat français l'aient nettement voulu. Du moins, on peut affirmer que Poin-

(1) Il est curieux d'observer que l'Italie a joué en 1935-36 avec virtuosité et succès de cette thèse de la localisation, pour écraser à l'aise l'Éthiopie.

(2) A rapprocher de l'habitude prise par la diplomatie national-socialiste de mettre à exécution ses coups de théâtre le samedi matin, premier jour du sacrosaint week-end des fonctionnaires anglais, ce qui permet de gagner 48 heures avant que les diplomates adverses puissent se concerter.

caré, bien qu'avançant dans le noir (à cette date, les intentions l'Autriche acceptaient le risque de guerre pour bouleverser, la interlocuteurs et même à l'Ambassadeur d'Autriche à Pétrograd, la solidarité de la France avec la Russie dans le conflit austro-serbe. Cela suffit pour que certains historiens mettent les conversations franco-russes de Pétrograd sur le même plan que la « carte blanche » de Potsdam. Il y a pourtant une différence fondamentale : la position prise par les Empires centraux les 5-6 juillet était offensive, celle prise par la Russie et la France les 22-23 juillet était défensive. L'Allemagne et l'Autriche acceptaient le risque de guerre pour bouleverser, la Russie et la France, pour maintenir l'équilibre dans les Balkans.

III. DEPUIS L'ULTIMATUM JUSQU'À LA DECLARATION DE GUERRE A LA SERBIE (24-27 juillet).

Le 24 juillet au matin, l'Europe en s'éveillant, apprit la nouvelle de l'ultimatum. Il fit l'effet d'une explosion. Beaucoup de gens clairvoyants se dirent alors un peu partout : « C'est la guerre européenne ! » En d'autres termes, étant donné l'état des relations internationales en 1914, étant donné les obligations de se solidariser, la nécessité de maintenir des équilibres, comment croire que l'Europe pût supporter pareille épreuve ? Aujourd'hui, dans notre Europe de 1936 qui est comme une cardiaque à qui l'on infligerait le supplice de perpétuelles bourrades, fusillades et même canonnades, nous pouvons facilement imaginer comment cette conviction a pu s'imposer à la plupart des esprits. La thèse allemande de la « localisation » paraissait un défi au bon sens. Il apparaissait à Pétrograd, à Paris et même à Londres, qu'il y avait coup monté, et cela d'autant plus évidemment que depuis trois semaines, Vienne s'était efforcée de rassurer l'Europe sur ses intentions et y avait réussi. L'effet de stupeur créé le 24 a empoisonné de méfiance toutes les négociations qui suivirent. Il a fait perdre à l'Autriche tout le bénéfice de sa position de demanderesse, au lendemain d'un crime effroyable qui, aux yeux de tous, aurait dû appeler complète réparation.

Des réactions opposées par les diverses puissances à l'ultimatum autrichien, émergent les 24 et 25 juillet deux faits essentiels : les préparatifs russes et la réponse serbe.

La prémobilisation russe.

Deux conseils russes sont tenus à Pétrograd les 24 et 25, le second sous la présidence du Tzar. A l'issue de celui-ci, une véritable prémobilisation est décidée (la première de toutes, il faut le noter). Les ordres en sont lancés le 26 avant le jour. Elle comporte la proclamation de l'état de guerre sur les frontières autrichienne *et allemande* et l'application de mesures secrètes préparatoires à l'état de guerre dans tout l'Empire.

Initiative lourde de conséquences. Dans quelle mesure était-elle justifiée ? Les Russes ont allégué non sans raison, que la volonté de guerre transparaissant à chaque ligne de l'ultimatum ils n'avaient guère d'autre moyen de manifester leur volonté de s'interposer. D'autre part, les conditions géographiques particulières (immensité des distances, faible densité du réseau ferroviaire) imposaient à la Russie de mobiliser la première pour regagner ce handicap. Mais il était bien difficile de faire admettre que ce raisonnement ne fût valable que pour les Russes, et qu'à la nouvelle de ces préparatifs, Allemands et Autrichiens dussent renoncer volontiers au bénéfice de leur avance — ils disaient et pensaient même de bonne foi : se laisser dépasser.

Ici, notons une caractéristique de l'histoire diplomatique des fatals « douze jours ». Les militaires interviennent de plus en plus activement, font peser d'un poids de plus en plus considérable dans la balance les considérations d'ordre technique. A les entendre, les plans de mobilisation et de mise en place des dispositifs sont comme des machines extraordinairement délicates qui ne pourraient être mises en marche que toutes à la fois et à certaines heures. Ainsi l'Etat-major russe se déclare dans l'impossibilité de réaliser la mobilisation contre l'Autriche seulement (qui, à la rigueur, était légitime). Le cas n'a pas été prévu (on se demande à quoi l'Etat-major russe avait consacré ses travaux en temps de paix). La mobilisation partielle est non seulement irréalisable, mais encore toute tentative en ce sens compromettrait la mobilisation générale.

Il faut craindre, en raison de la technicité toujours plus grande des moyens déployés dans la guerre moderne (attaque brusquée par invasion motorisée et raid aéro-chimique), que l'influence qu'exerceraient les militaires de notre temps dans une crise diplomatique analogue à celle de juillet 14, soit bien plus considérable encore.

Le problème de la réponse serbe à l'ultimatum

est insoluble dans l'état actuel de la documentation.

Tout ce que l'on peut supposer avec vraisemblance, c'est qu'après avoir envisagé jusqu'au 25 au matin, d'accepter l'ensemble de l'ultimatum autrichien, le gouvernement serbe, sans doute sous l'influence de Pétrograd, finit par se décider à opposer au point 6 — participation d'agents autrichiens aux enquêtes en Serbie visant les complicités dans l'assassinat de Sarajevo — un refus catégorique.

Néanmoins, le texte de la réponse, établi avec une habileté consommée, donna l'impression — somme toute, partiellement fautive — d'une capitulation complète de la Serbie, qui enlevait à l'Autriche toute raison d'en découdre. Les Allemandes, Guillaume II lui-même, partagèrent cette impression.

Un chassé-croisé d'illusions.

Pendant ce temps, quelles étaient les réactions immédiates des autres Puissances ?

A cet égard, il y a opposition très nette entre les deux groupes de puissances.

D'une part, celles de l'Entente manifestent leur intention d'*européaniser* le conflit austro-serbe. L'Angleterre propose une médiation à quatre entre l'Autriche et la Russie. La France, tout en conseillant à la Serbie de céder, maintient sa promesse d'appui à la Russie. La Russie conseille à la Serbie la résistance, au moins sur certains points, on l'a vu.

D'autre part, l'Allemagne et l'Autriche s'obstinent à imposer leur jeu, à risquer quitte ou double sur l'impossible *localisation*. Orgueil et aveuglement, mais aussi duplicité terrible du gou-

vernement de Berlin, qui, dans le moment même qu'il accepte de transmettre à Vienne une demande anglaise de prolongation du délai fixé par l'ultimatum, pousse son allié à agir et à agir vite contre la Serbie (c'est toujours l'esprit des lettres Moltke-Conrad de 1909 et du blanc-seing des 5-6 juillet qui continue de souffler).

Ainsi, pendant qu'on escomptait à Londres, à Paris et à Pétrograd une action modératrice de Berlin sur Vienne, à Berlin on escomptait une action modératrice de Londres et de Paris sur Pétrograd, mais qui permettrait à l'Autriche d'écraser à l'aise la Serbie, sans intervention de la Russie.

*Deux nouvelles tentatives de paix,
deux échecs, deux responsabilités de plus endossées
par l'Allemagne et l'Autriche.*

Entre la remise de la réponse serbe le 25 au soir et la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie le 28 au matin, deux nouvelles tentatives furent faites pour arrêter sur la pente fatale la pierre qui commençait d'y rouler.

D'une part, Sazonof, Ministre russe des Affaires étrangères, proposa à l'Autriche une conversation à deux, en vue de trouver, sur la base d'un remaniement de certains points de l'ultimatum, un compromis acceptable. Dans les efforts qu'il déploya pour aboutir, il fit preuve d'incohérence et même d'hypocrisie. Mais ces efforts qu'il fit, d'un cœur sincère ou non, Berchtold les ruina complètement en se déroband à toute demande, n'hésitant pas à prendre pour l'Autriche seule toute la responsabilité d'un refus de plus.

L'initiative anglaise d'une conférence des Quatre (Angleterre, France, Italie et Allemagne), acceptée par l'Italie, par la France et par la Russie (par la Russie dans le cas où ses conversations à deux avec l'Autriche n'aboutiraient pas), offrait beaucoup plus de chances de succès, puisque le Foreign Office donnait en même temps à Berlin toutes assurances sur le sens véritable des intentions anglaises : procurer entière satisfaction à l'Autriche. Or que fit le Chancelier allemand ? Il transmet les suggestions d'Edward Grey à Berchtold, mais en s'excusant de le faire, sur la nécessité de sauver les apparences, de gagner l'opinion publique allemande, pour qui, disait-il, « nous devons

passer pour contrains à la guerre », et en confirmant le lendemain qu'il ne s'associait nullement aux propositions anglaises, qu'il se prononçait même catégoriquement contre leur prise en considération. Ici encore, responsabilité unilatérale écrasante de l'Allemagne.

La première déclaration de guerre.

Le 28 juillet au matin, arrive à Belgrade la déclaration de guerre de l'Autriche. Il importe de remarquer que le gouvernement de Vienne, en faisant ce geste fatal, n'obéissait à aucune nécessité militaire, son armée n'étant en mesure d'entrer en campagne que seize jours plus tard. C'est ce qui explique, sans l'excuser, le mot admirable d'inconscience, digne d'Ubu-roi, prononcé et répété alors par le Chancelier allemand Bethmann-Hollweg, et qui mérite d'être plus connu que le « chiffon de papier » : « La déclaration de guerre ne change rien à la situation ». En réalité, l'Autriche, se sentant fermement épaulée par la *Nibelungentreue des deutschen Bruders*, posait cet acte irréparable afin d'étouffer dans l'œuf toute tentative en faveur du règlement pacifique du conflit austro-serbe; elle croyait naïvement — et l'Allemagne avec elle — que ce *fait accompli* intimiderait les Puissances.

Les militaires prennent le dessus.

Pendant ces deux jours (26-27) de répit, de « palier dans la crise » (*Isaac*, p. 128), Churchill, Lord de l'Amirauté, lance l'ordre à la flotte anglaise de ne pas se disperser à la fin des manœuvres; Moltke, Chef d'Etat-major général allemand, rédige le projet d'ultimatum à la Belgique; la mobilisation russe se prépare; le gouvernement français applique le « dispositif restreint de sécurité » aux 5 corps d'armée de couverture de la frontière Nord-Est, et prépare le rapatriement des troupes d'Afrique.

Et l'influence exercée par les considérations d'ordre militaire va aller sans cesse croissant à partir de la déclaration de guerre à la Serbie et du bombardement de Belgrade (qui « ne changent rien à la situation »).

En Autriche, l'Etat-major a deux plans : le B pour une guerre balkanique, le R pour une guerre avec la Russie. Impossible d'abandonner B pour R, passé le 1^{er} août. Les diplomates sont donc invités à tirer l'affaire au clair avant cette date, dernier délai, c'est-à-dire à acculer la Russie à la guerre ou à la passivité — et qui ne voit l'issue fatale déterminée par pareille attitude ? —.

En Allemagne, Moltke a hérité du plan Schlieffen : porter un coup de massue à la France d'abord (enveloppée par la Belgique), en mettant à profit les lenteurs de la mobilisation russe, et retourner ensuite les armées victorieuses contre la Russie. Mais pour celà, impossible de laisser la Russie pousser (les Allemands disent : achever) ses préparatifs avant les hostilités ; nécessité absolue d'envahir la Belgique et la France par une manœuvre foudroyante.

En France, inversement, les militaires qui connaissent le plan allemand et éprouvent le besoin urgent d'une offensive russe destinée à décongestionner le front Ouest, recommandent aux diplomates de ne rien faire qui soit de nature à ralentir les préparatifs russes. A Paris comme à Berlin, le rôle des diplomates n'est plus d'éviter la guerre, mais seulement les apparences de l'agression, afin de gagner les Puissances non intéressées directement au conflit (l'Angleterre et, dans une mesure moindre, l'Italie).

IV. DE LA DECLARATION DE GUERRE A LA SERBIE, AUX MOBILISATIONS GENERALES DE LA RUSSIE ET DE L'AUTRICHE (28-31 juillet).

A partir d'ici, nous pourrions nous arrêter, nous en tenir aux responsabilités immédiates, et dire : le blanc-seing donné par l'Allemagne à l'Autriche les 5-6 juillet, les décisions prises par les Conseils austro-hongrois du 7 et du 19, l'ultimatum à la Serbie le 23, la rupture, décidée a priori, du 25, le refus opposé le 27 à la proposition anglaise de conférence à quatre, et surtout la déclaration de guerre à la Serbie du 28, ont indiscutablement suffi, dans l'atmosphère diplomatique de l'Europe de 1914, à déclancher la guerre générale. Cette série de décisions et de gestes violents, les Puissances centrales les ont délibérément

voulus; ces responsabilités à l'*extrême degré*, elles les ont encourues et les portent. Tout ce que les Puissances de l'Entente peuvent avoir accompli d'irréparable, n'est venu qu'ensuite, a été déterminé par les initiatives fatales de l'Autriche et de l'Allemagne. Les responsabilités de la Russie et de la France, et plus encore celles de l'Angleterre, ne sont en tout état de cause que des responsabilités *au second degré*.

*Le revirement de Guillaume II :
Halt in Belgrad.*

Quoi qu'on ait dit, il n'y eut pas, les 28 et 29, de « revirement de l'Allemagne ». Tout au plus, un revirement de Guillaume II et dans une mesure beaucoup plus faible, de Bethmann.

L'Empereur était parfaitement sincère. Le 28, à 10 heures du matin, au moment où la déclaration de guerre parvenait à Belgrade, il écrivit à Jagow, son Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qu'il estimait, après avoir pris connaissance de la réponse serbe, qu'il n'y avait plus aucun motif de guerre; que l'Autriche devait se contenter d'une occupation temporaire d'une partie de la Serbie, occupation qui servirait de gage en vue de l'exécution des promesses. Sur cette base, Guillaume II offrait sa médiation. C'est le plan qu'on a appelé *Halt in Belgrad* (arrêt des hostilités après la prise de Belgrade).

Or, qu'advient-il de ce plan ingénieux et sincère? Jagow le transmet à Bethmann, Bethmann l'étudie et le transmet à Tschirschky, ambassadeur allemand à Vienne, mais le 29 dans la matinée seulement, douze longues heures après qu'il a été formulé, alors que chaque minute prend un prix infini, que les obus autrichiens tombent déjà sur Belgrade. Et de Guillaume à Jagow, de Jagow à Bethmann, de Bethmann à Tschirschky, de Tschirschky à Berchtold, à travers ces rideaux successifs, le plan de paix, basé sur la constatation que l'Autriche n'avait plus aucun motif de faire la guerre, est devenu, à partir de Bethmann, un moyen de rejeter les responsabilités sur la Russie et d'améliorer les conditions où l'Allemagne et l'Autriche auraient à engager une guerre mondiale.

Mais le lendemain, Bethmann s'alarme davantage, multiplie les télégrammes à Tschirschky et à Pourtalès : à Vienne, il crie casse-cou (« *Nous allons nous trouver deux contre quatre... la*

responsabilité serait très lourde... nous devons refuser de nous laisser entraîner... sans que nos conseils soient écoutés... »), en bref parle le langage qu'il a eu vingt fois l'occasion d'adopter depuis le 5 juillet. A Pétersbourg, il recommande de patienter, de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre l'Autriche. Enfin, le 30, il refuse à l'Etat-major qui le réclame à cor et à cris, la proclamation du *Kriegsgefahrzustand* (prémobilisation) : il veut attendre au préalable la réponse de Vienne au projet anglais (médiation à quatre) ou au plan de Guillaume (*Halt in Belgrad*).

Que faut-il penser de ce revirement de Bethmann, du 28 au 30 ? Tout d'abord, qu'il est parfaitement sincère, l'angoisse qui l'inspire l'atteste éloquemment. Mais aussi qu'il était condamné à l'insuccès, parce qu'il venait trop tard. Qu'on songe qu'il se manifestait le lendemain de la déclaration de guerre à l'Autriche, le jour du bombardement de Belgrade, au moment où partout s'exerçaient déjà les contraintes de technique militaire.

D'autre part, dans toutes les capitales, le revirement pacifique de l'Allemagne était démenti par les gestes qui l'avaient immédiatement précédé.

A Pétersbourg, les conseils allemands de patience et de prudence arrivaient à Sazonof, au lendemain de menaces de mobilisation de l'Allemagne au cas où la Russie poursuivrait ses préparatifs de prémobilisation.

A Londres, la prière de coopération au maintien de la paix parvenait au roi George, au lendemain d'une tentative, maladroite ou cynique, de négocier la neutralité britannique en cas de conflit généralisé.

Il n'est pas jusqu'à Vienne, où l'invitation allemande à accepter la médiation est adressée « avec insistance et énergie » le 29, alors que le 28, on se défendait de vouloir exercer une pression, on se prononçait même catégoriquement contre la prise en considération des propositions anglaises. L'incohérence de la diplomatie allemande ruinait le peu de crédit et de confiance que les Puissances avaient encore en la volonté de paix et la loyauté de l'Allemagne.

Au reste, il convient de faire remarquer que, même dans l'esprit de Bethmann, cet effort pour le maintien de la paix était rendu complètement dépendant de la réponse de l'Au-

triche. Il était entendu que si l'Autriche refusait, la proclamation du *Kriegsgefahrzustand* serait lancée le lendemain 31. Or, ce qu'il aurait fallu dire si on avait été animé d'une véritable volonté de paix, c'était : « Acceptez la médiation. Sinon, nous ne serons pas à vos côtés. »

Il n'importe ! L'historien n'a pas le droit d'écrire qu'il n'y avait pas là une chance, si mince fût-elle, de sauver la paix qui agonisait. Or s'il y en avait une, elle fut anéantie par l'initiative du chef d'Etat-major général allemand, Moltke, l'exemple le plus grave d'ingérence du pouvoir militaire dans les affaires politiques, pis encore dans la politique étrangère.

« *Qui gouverne à Berlin ? Moltke ou Bethmann ?* »
demande Berchtold.

Dès le 30 après-midi, Moltke est intervenu. Il a télégraphié à son collègue autrichien Conrad von Hötendorf (par l'intermédiaire de l'attaché militaire autrichien à Berlin tout d'abord, et en personne pendant la nuit) pour l'exhorter à faire repousser les offres britanniques, à répondre par la mobilisation générale autrichienne à la mobilisation russe (à ce moment, il ignorait incontestablement si la Russie avait mobilisé), promettant formellement que l'Allemagne suivrait. Dans l'esprit de Moltke, seule la mobilisation générale autrichienne pouvait déterminer cette mobilisation générale russe, dont l'Etat-major allemand avait besoin pour faire admettre à l'opinion publique allemande — et en particulier à la social-démocratie — la mobilisation générale rapide, indispensable à l'exécution du plan Schlieffen. Répétons-le : il n'est pas de cas plus flagrant ni plus grave, d'intervention d'un pouvoir militaire non qualifié dans le débat européen.

Pendant ce temps, Berchtold troublé, puis bouleversé par les conseils de prudence que lui prodigue Bethmann depuis le 29, comprend de moins en moins, lorsqu'arrive le télégramme de l'attaché militaire à Berlin. « *Qui donc gouverne à Berlin, demande Berchtold, Moltke ou Bethmann ?* » Le télégramme personnel de Moltke que lui apporte Conrad le 31 au matin, le rassure pleinement. Et l'ordre de la mobilisation générale, décidée la veille après-midi, est lancé à midi et demi.

*La mobilisation russe,
première mobilisation générale.*

Or, la mobilisation générale autrichienne n'était pas la première. Avant que l'ordre en eût été lancé, avant même qu'elle eût été signée, la Russie avait mobilisé. L'ordre en avait été lancé le 30 à 18 heures, un tour et demi d'horloge avant la mobilisation autrichienne.

Mobilisation générale, à la fois contre l'Autriche et l'Allemagne, à un moment où, *militairement* parlant, elle n'était imposée par aucune nécessité de réplique, ni à l'une ni à l'autre des deux Puissances centrales. Il importe de le souligner, car l'opinion publique des Puissances de l'Entente a été sciemment trompée en 1914; et nombre d'historiens, parfois des plus considérables, ont continué depuis lors à présenter la succession des faits dans un ordre inverse. Il ne peut plus subsister l'ombre d'un doute sur le déroulement chronologique qui se présente comme suit: déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie; mobilisation partielle, puis générale de la Russie; mobilisation générale de l'Autriche; proclamation du *Kriegsgefahrzustand* en Allemagne; enfin, presque simultanément, mobilisation générale en France, puis en Allemagne.

Certes, au moment où Moltke télégraphiait à Conrad de « tenir bon contre la mobilisation russe », celle-ci était ordonnée et déjà en voie d'exécution, mais Moltke *ne le savait pas*. Et fidèle à un principe critique que nous avons déjà énoncé, nous devons, pour peser sa responsabilité, tenir compte exclusivement de ce qu'il savait lorsqu'il prit cette initiative décisive. Et d'autre part, il est probable, quasi-certain, que le gouvernement allemand allait le 31, sommer la Russie d'arrêter ses préparatifs (dans l'hypothèse où Vienne aurait accepté la médiation) ou proclamer le *Kriegsgefahrzustand* et la mobilisation (dans l'hypothèse où elle l'aurait rejetée). Mais ce qui est tout à fait certain, c'est que l'Allemagne n'a proclamé l'état de danger de guerre qu'après avoir reçu la nouvelle de la mobilisation générale russe, le 31 à 13 heures. Et personne ne peut dire ce qui se serait passé à Berlin le 31, si cette nouvelle n'y était pas arrivée. Plus exactement, aucun historien n'a le droit d'affirmer ce que l'Allemagne eût fait dans ce cas.

*Mobilisation générale
et mobilisation partielle.*

Mais voyons plutôt comment les choses se sont passées à Pétrograd.

Cette mobilisation générale russe, on a vu comment elle avait été préparée dès la rupture diplomatique austro-serbe, par diverses mesures secrètes (les ordres en furent lancés dans la nuit du 25 au 26). Néanmoins, la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (le 28 au matin) ne précipita rien; elle ne détermina pas la mobilisation partielle de la Russie contre l'Autriche, qui eût été légitime. Voici pourquoi.

Pendant les quelque 48 heures qui s'écoulèrent entre l'arrivée de cette nouvelle à Pétrograd et l'expédition de l'ordre de mobilisation générale, les trois principaux responsables, Nicolas II, son Ministre des Affaires étrangères Sazonof, et le chef d'Etat-major général Yanouchkevitch, se sont trouvés aux prises avec le problème technique que nous avons déjà posé : impossible de procéder à la mobilisation partielle (contre l'Autriche) sans détraquer du coup le mécanisme de la mobilisation générale, laquelle deviendra peut-être nécessaire par suite de l'attitude de l'Allemagne le lendemain de la mobilisation partielle. Le 28 donc, l'Etat-major russe prépare deux oukases pour la signature du Tzar, un pour chacune des deux hypothèses (on peut supposer que l'influence des militaires se fait déjà sentir). Le 29, au matin, l'Etat-major a entre les mains l'oukase de mobilisation générale signé du Tzar, et peut-être l'autre aussi. Quoi qu'il en soit, aucun n'est expédié, et c'est ce qui importe ici.

Ce même 29, une double action décisive s'exerce sur Sazonof. D'abord, précisément pendant son entretien avec l'ambassadeur d'Autriche, arrive la nouvelle du bombardement de Belgrade : Sazonof, « comme transformé », demande à son interlocuteur : « A quoi bon négocier ? » Et immédiatement après (audience suivante), entre l'ambassadeur d'Allemagne, Pourtales, qui apporte à Sazonof l'avertissement sérieux que la simple « continuation des mesures de mobilisation russes forcerait l'Allemagne à mobiliser, ce qui rendrait la guerre inévitable ». Le ministre russe éclate : « A présent, je n'ai plus de doute sur la vraie cause de l'intransigeance de l'Autriche ! » Il faut con-

venir que la volonté pacifique de Sazonof, même si elle eût été plus ferme, aurait pu difficilement résister à cette succession, somme toute concertée, d'actions, de défis et de menaces brutales. En bref, pendant que les Autrichiens bombardent Belgrade, l'Allemagne somme la Russie de renoncer à tous préparatifs, quels qu'ils soient, sous peine de mobilisation allemande !

C'est sous l'influence de cette sommation que se tiennent les ultimes réunions. C'est l'ordre de mobilisation générale qu'on va lancer, lorsqu'arrive un télégramme de Guillaume II au Tzar (« Mon cher Nicky... ton cher Willy »). Cela suffit pour que le faible Nicky recule : ce sera l'ordre de mobilisation partielle que l'Etat-major général devra expédier. Mais donner et retenir ne vaut. Pendant que l'Etat-major annonce partout que l'ordre de mobilisation générale va suivre, Sazonof arrache enfin la signature du Tzar, le 30 à 16 heures ; l'ordre est lancé à 18 heures, et commence à s'exécuter dans la nuit du 30 au 31.

Il importe de souligner que l'ordre de mobilisation générale autrichienne a été soumis à la signature de l'Empereur François-Joseph et lancé le lendemain 31, comme une réplique à la mobilisation partielle de la Russie, et dans l'ignorance du fait que la mobilisation générale russe avait été décidée la veille.

L'attitude de la France à l'égard de la Russie.

pose un problème que compliqua longtemps la décision, maintenue par les gouvernements français successifs, de ne pas publier intégralement les documents de juillet 1914. Le dernier volume paru (1936) de la collection officielle ne contient pas — constatation affligeante — les dépêches (tant attendues) qu'échangèrent M. Paléologue, ambassadeur à Pétrograd, et le Quay d'Orsay. Autre complication : pendant tout la crise (jusqu'au 29), le gouvernement français fut sans tête, le chef de l'Etat et le responsable de la politique étrangère naviguant à bord du cuirassé *France* qui les ramenait de Cronstadt à Dunkerque. La direction était laissée en principe à M. Bienvenu-Martin, Garde des Sceaux, chargé *ad interim* des Affaires étrangères, et l'exécution au Secrétaire-général, M. Philippe Berthelot. Ils en étaient réduits à correspondre avec Poincaré et

Viviani par l'intermédiaire des ondes que les postes allemands brouillaient à plaisir, s'il faut en croire les mémoires de M. Poincaré.

Première constatation : dès le début de la crise, M. Paléologue a donné à Sazonof les assurances formelles de l'appui « sans réserves » de la France, et n'a cessé de les multiplier, sans qu'on puisse assurer, dans l'état actuel de la documentation, qu'il ne dépassait pas les instructions données par son gouvernement. L'opinion de l'historien américain le plus favorable à la thèse française, Bernadotte Schmitt, selon laquelle M. Paléologue fit du « zèle », paraît très proche de la réalité.

Seconde constatation : le 29, l'ambassadeur est avisé qu'en présence de l'ouverture des hostilités par l'Autriche et du ton impératif adopté par l'ambassadeur d'Allemagne le jour même, le gouvernement russe a décidé d'ordonner la mobilisation des 13 corps d'armée qui vont opérer contre l'Autriche, et de commencer secrètement la mobilisation générale. M. Paléologue dit qu'il sursauta. Les Russes expliquent : nécessités techniques, etc. L'ambassadeur cède à demi, mais insiste pour que l'État-major russe ne décide rien sans l'« indispensable concert préalable » prévu par l'art. 2 de la convention militaire franco-russe de 1892-93 (dernière rédaction, 1913) (1). Très bien, mais il était temps ! Deux heures après, arrive la nouvelle que Nicky, au reçu du télégramme de Willy, a contremandé la mobilisation générale. « Je n'annonce donc à Paris, dit M. Paléologue, que la mobilisation partielle ». Ici, on saisit sur le vif le manque certain de l'ambassadeur : le fait que la mobilisation générale avait été décidée, puis contremandée, n'offrait donc aucun intérêt pour son gouvernement ? Le rôle d'un ambassadeur étant d'informer, nous constatons que M. Paléologue a négligé d'informer son gouvernement.

Troisième constatation : dès qu'il a été en mesure de le faire, le gouvernement français a retenu le gouvernement russe sur la pente dangereuse. Rentré à Paris le 29, Viviani y reçoit dans la nuit les nouvelles de Pétrograd. Il court à l'Élysée vers 2 heu-

(1) Il est curieux de constater que tous les historiens négligent de définir, sur la base d'une analyse de cette convention, les obligations de la France envers son alliée en 1914. C'est qu'en réalité, le gouvernement français a été entraîné ou s'est laissé entraîner au-delà des engagements que la France avait assumés.

res, et de grand matin, des instructions partent pour Pétrograd. Elles sont nettes : « étant donné les conversations engagées entre les Puissances moins intéressées » et « dans l'intérêt de la paix générale », la Russie ne doit « prendre aucune disposition qui offre à l'Allemagne un prétexte pour une mobilisation totale ou partielle » (Que l'on compare cette intervention modératrice à celle de l'Allemagne à Vienne le 27 et même le 30). Par miracle, il n'était pas trop tard, et M. Paléologue put remplir sa mission dès le 30 à midi. Malheureusement l'effet de cette action modératrice est presque complètement détruit par les télégrammes qu'envoie Isvolski, ambassadeur de Russie à Paris, à Sazonof, pour l'assurer, sur la foi de conversations avec le directeur de la politique au Quai d'Orsay et avec le ministre de la Guerre, que les instructions données à Paléologue devaient s'entendre : « Mobilisez, mais en secret. » L'ignorance où l'on est encore de la façon précise dont M. Paléologue a rempli sa mission, empêche de résoudre le problème central : pourquoi Sazonof a accordé plus de créance à l'avis indirect d'Isvolski, personnage douteux et brouillon, qu'à la démarche de M. Paléologue, voix du Quai d'Orsay.

Enfin, dernière constatation : M. Paléologue a mal renseigné son gouvernement sur les préparatifs militaires russes du 30 et du 31. On peut même dire qu'il en a donné une version incomplète et fallacieuse. Tandis que son collègue anglais lance le 30 à 18 h. 40 à Londres un télégramme annonçant clairement la mobilisation générale russe (c'est-à-dire une demi-heure après l'expédition de l'ordre), M. Paléologue qui ne devait pas être moins bien informé, puisqu'il représentait un pays allié, lance, lui, son télégramme le 31 à 10 h. 15 (17 heures après que l'ordre en a été lancé!). S'il a communiqué cette nouvelle à Paris dès qu'il en a été informé comme c'était son devoir, c'est que le gouvernement russe, en l'informant au moment où les affiches étaient collées sur les murs, lui a infligé, et au pays allié en même temps, un affront sans précédent. On voit que l'attitude de l'Ambassadeur français demeure inexplicable.

Quoi qu'il en soit, le télégramme Paléologue du 31, 10 h. 45, d'un laconisme absolu (« la mobilisation générale est ordonnée »), n'arriva à Paris qu'à 20 h. 30; et c'est ce double retard dans l'expédition et dans la transmission, qui a permis aux

hommes d'Etat français de présenter à l'opinion publique le schéma chronologique inversé que l'on sait (mobilisation générale autrichienne et *Kriegsgefahrzustand* allemand précédant la mobilisation générale russe). Pour cela, il fallut encore traverser dans le *Livre Jaune* (destiné au public) le laconique télégramme Paléologue; le fait a été reconnu par M. Poincaré lui-même. (*Les responsabilités de la guerre, questions* par René Gérin, *réponses* par Poincaré, Paris, 1930, p. 155).

En résumé, si l'on s'en tenait aux seuls textes dont nous disposons (et il faut s'y tenir), en particulier aux Mémoires de M. Paléologue, on devrait conclure que le zèle de celui-ci paraît bien l'avoir poussé à dépasser sensiblement la ligne que lui fixaient ses instructions, et à favoriser — sans doute par « patriotisme » — les préparatifs militaires russes, au prix d'une véritable violation de l'alliance franco-russe, puisque la mobilisation générale russe ne pouvait être décidée sans « concert préalable ».

On ne peut toutefois s'interdire d'envisager une autre hypothèse, invérifiable dans l'état actuel de notre connaissance de la documentation française, mais qui aurait le mérite de donner une explication plausible de l'attitude étrange de M. Paléologue: excès de zèle lorsqu'il s'agit de donner à la Russie des assurances d'appui sans réserves; négligences dans la tâche d'information; discrétion excessive lorsqu'il s'agit de donner aux Russes des conseils de modération de prudence.

En agissant ainsi, l'Ambassadeur se serait conformé à des instructions écrites (qu'on évite, depuis lors, de publier) ou plus probablement à des instructions orales (1). Instructions qui auraient été l'expression des intentions du gouvernement français, visant moins à s'attacher à la lettre de l'alliance qu'à soutenir *en tout cas* l'allié russe et à faire en sorte qu'en cas de généralisation du conflit, ses préparatifs fussent aussi avancés que possible. Comme pareille politique n'est pas à l'abri de

(1) La critique historique devra faire une part de plus en plus large au souci que peuvent avoir les chefs responsables (surtout dans les pays où s'exercent les contrôles du Parlement, de la presse et de l'opinion publique) de ne laisser aucune trace écrite de certaines initiatives. Il est arrivé souvent pendant la guerre de 1914 à 1918, que des chefs de gouvernement donnent à des plénipotentiaires ou à des militaires des instructions verbales pour des missions délicates, de manière qu'aucune trace n'en subsiste, au cas où la mission, un coup de force par exemple, aurait échoué.

tout reproche et encourt une part de responsabilité dans le déchaînement de la catastrophe, on s'efforce d'en laisser le moins possible de traces écrites. Et M. Paléologue, dans ses Souvenirs donnerait, des étrangetés apparentes de son attitude, des explications plus ou moins embarrassées, n'hésitant pas à « prendre le blâme » comme on dit en anglais, à encourir les reproches que devait fatalement formuler tout esprit critique, à couvrir par patriotisme son gouvernement. Ce n'est qu'une hypothèse. Mais tant que le dossier français des relations franco-russes en 1914 n'aura pas été publié intégralement, il sera permis d'en faire.

Quant à

L'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de la Russie,

il convient de la juger selon des critères différents : la Grande-Bretagne n'était pas l'alliée de la Russie. C'est ce qui explique que pendant la crise décisive, du 28 au 30 juillet, Lord Edward Grey a été incomplètement informé des préparatifs militaires de la Russie ; mais il en a su assez toutefois pour prendre conscience des dangers qu'ils comportaient. Et il n'a rien fait ; il n'a pas donné à la Russie le moindre encouragement, mais pas davantage le moindre conseil de modération. L'insurmontable méfiance que lui inspiraient les procédés de la diplomatie des Puissances centrales suffit, selon notre auteur, à expliquer cette passivité. Ainsi, même chez Grey, on trouve en partage cette crainte de laisser handicaper l'appareil militaire russe par celui des Allemands. Le fait est significatif.

M. Isaac ne conduit pas plus loin la discussion. En effet, la preuve est faite que les tentatives de médiation n'avaient plus, le 30, aucune chance d'aboutir, et, d'autre part, que la mobilisation générale de la Russie entraînait fatalement celle de l'Allemagne, et la guerre ; et ce qui est moins souvent mis en évidence, l'acceptation par l'Allemagne toute entière (*Sozial-Demokratie* comprise) de l'idée de guerre. Dès lors, le reste importe peu, du point de vue strict des origines de la guerre. La guerre générale qu'avait rendue inévitable la succession de coups de force, de sommations brutales, de manœuvres équivoques, d'actes de guerre, des Puissances centrales, n'a pu être évitée. La question

posée par l'Allemagne à la France sur son attitude en cas de conflit russo-allemand, l'exigence inouïe d'une cession temporaire des forts de Toul et de Verdun à l'Allemagne en cas de neutralité, n'avaient d'autre but que d'obliger la France à se prononcer au plus tôt, de manière à permettre le déclenchement du plan Schlieffen, d'offensive foudroyante à l'Ouest d'abord. Le recul de l'armée française, à 10 kilomètres de la frontière, était moins une manifestation d'une volonté tenace de paix, qu'une habile manœuvre diplomatique et politique destinée à frapper l'opinion internationale, surtout l'opinion anglaise, pour faire jouer plus sûrement les accords de l'Entente, et à désarmer les partis de gauche. Les derniers gestes pacifiques que l'on fait ne sont plus que de sinistres comédies, « importantes au point de vue de la distribution des rôles », dit cyniquement l'Ambassadeur autrichien à Pétrograd. La résolution de guerre est si bien prise de part et d'autre que les mobilisations générales française et allemande sont décrétées presque simultanément le 1^{er} août à 15 h. 45 et 16 h. L'Angleterre pose à l'Allemagne et à la France, la question de la neutralité. L'ultimatum allemand à la Belgique, rédigé par Moltke dès le 26 et contenant de laborieux mensonges sur les prétendues concentrations françaises à la frontière belge est remis à Bruxelles le 2 août. L'Angleterre ne s'engagera définitivement que le jour de l'invasion de la Belgique (4 au matin).

Depuis le 31 au matin, la paix était morte et rien ne pouvait plus la sauver.

*
* *

Nous avons assez marqué les différences entre les degrés de responsabilités des diverses Puissances de la Triple Alliance et de la Triple Entente, pour ne plus y insister. Ce qui frappe plus particulièrement en 1936 celui qui s'efforce de démêler avec objectivité le mécanisme du déchaînement de 1914, c'est le rôle funeste joué dans tous les milieux dirigeants des grandes Puissances (sauf peut-être l'Angleterre) par l'idée que la guerre était « inévitable »; c'est l'absence, en conséquence, d'une volonté tenace de sauver la paix. On cherche moins à sauver la paix qu'à « localiser » la guerre à coups de « faits accomplis », on cherche moins à sauver la paix qu'à sauver les apparences,

à « passer pour contraints à la guerre ». Chacun escompte que les alliés de l'adversaire exerceront une action modératrice sur celui-ci, mais n'en exerce pas ou peu sur les siens. Gestes de guerre — comme les excitations prodiguées par l'Etat-major allemand à Vienne pour provoquer par la mobilisation autrichienne la déclaration de guerre russe souhaitée — et gestes de paix — comme le « recul de dix kilomètres » — finissent par se rejoindre dans une même manœuvre destinée à gagner les Puissances moins intéressées et à désarmer les oppositions intérieures.

N'est-ce pas à partir du moment où les hommes d'Etat responsables se sont laissés submerger par l'idée de la guerre « inévitable », que la guerre n'a plus pu être évitée ? On songe au propos d'Alain :

« Glisser à ce qui va arriver et juger du même œil, c'est la faute des prophètes de malheur, que sont les prophètes... Le prophète essaie de voir l'avenir, ce qui suppose que l'avenir est fait et irrévocable. C'est estimer qu'on ne peut rien; c'est se démettre et, comme on dit, lâcher la barre. Le pessimisme est vrai si l'on ne veut rien. C'est le silence de la nature sans l'homme. »

Règles d'utilisation de copies numériques d'œuvres littéraires, réalisées par les Archives & Bibliothèques de l'ULB

L'usage des copies numériques réalisées par les Archives & Bibliothèques de l'ULB, ci-après A&B,, d'œuvres littéraires qu'elles détiennent, ci-après dénommées « documents numérisés », implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées dans le présent texte. Celui-ci est accessible sur le site web des A&B et reproduit sur la dernière page de chaque document numérisé ; il s'articule selon les trois axes [protection](#), [utilisation](#) et [reproduction](#).

Protection

1. Droits d'auteur

La première page de chaque document numérisé indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire.

Les œuvres littéraires numérisées par les A&B appartiennent majoritairement au domaine public. Pour les œuvres soumises aux droits d'auteur, les A&B auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayants droits afin de permettre leurs numérisation et mise à disposition. Les conditions particulières d'utilisation, de reproduction et de communication de la copie numérique sont précisées sur la dernière page du document protégé. Dans tous les cas, la reproduction de documents frappés d'interdiction par la législation est exclue.

2. Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des documents numérisés, certaines déficiences peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -.

Les A&B déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des documents numérisés. De plus, les A&B ne pourront être mises en cause dans l'exploitation subséquente des documents numérisés ; et la dénomination 'Archives & Bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des documents numérisés mis à disposition par elles.

3. Localisation

Chaque document numérisé dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les A&B encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à un document numérisé.

Utilisation

4. Gratuité

Les A&B mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires appartenant au domaine public : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

Pour les œuvres protégées par le droit d'auteur, l'utilisateur se référera aux conditions particulières d'utilisation précisées sur la dernière page du document numérisé.

5. Buts poursuivis

Les documents numérisés peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les documents numérisés à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux A&B, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s).

Demande à adresser au Directeur des Archives & Bibliothèques, Université Libre de Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt 50, CP180, B-1050 Bruxelles. Courriel : bibdir@ulb.ac.be.

6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles - Archives & Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition, cote).

7. Exemple de publication

Par ailleurs, quiconque publie un travail – dans les limites des utilisations autorisées – basé sur une partie substantielle d'un ou plusieurs document(s) numérisé(s), s'engage à remettre ou à envoyer gratuitement aux A&B un exemplaire (ou, à défaut, un extrait) justificatif de cette publication. Exemplaire à adresser au Directeur des Archives & Bibliothèques, Université Libre de Bruxelles, Avenue Franklin Roosevelt 50, CP 180, B-1050 Bruxelles. Courriel : bibdir@ulb.ac.be.

8. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à un document numérisé particulier, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

- a) les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des A&B ;
- b) l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des Archives et Bibliothèques de l'ULB'.

Reproduction

9. Sous format électronique

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans le présent texte le téléchargement, la copie et le stockage des documents numérisés sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre base de données, qui est interdit.

10. Sur support papier

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans le présent texte les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

11. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux Archives & Bibliothèques dans les documents numérisés est interdite.